

2021 MENA-OCDE Semaine Ministérielle

# FORUM sur la Gouvernance

30-31 mars 2021

## VISIONS POUR LA RELANCE

Gouvernance numérique et État de droit pour  
des services publics plus ouverts,  
accessibles et efficaces

31 mars

10h – 12h (CEST)

ZOOM

## Vue d'ensemble de la Semaine Ministérielle MENA-OCDE 2021

Forum MENA-OCDE pour la Compétitivité	Forum MENA-OCDE sur la Gouvernance	Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité en appui au Développement
<b>Sommet Gouvernement-Entreprise</b> 30, 31 mars (13h-16h CET)	<b>Forum sur la Gouvernance</b> "Visions pour la Relance" 30, 31 mars	<b>Ministerial meeting</b> 1 avril (13h-16h CET)
<b>Lancement des "Perspectives des Politiques d'Investissement de la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord"</b>	<b>Voix Citoyennes:</b> Une communication publique efficace pour renforcer la transparence du gouvernement et soutenir la relance post-COVID-19 30 mars (11h-13h CET)	<b>Ouverture</b>
<b>L'intégration économique au coeur de la relance et de la croissance</b> - Favoriser un climat commercial fiable et promouvoir les investissements - Renforcer le commerce, la connectivité et les chaînes de valeur	<b>Conférence ministérielle sur la prestation des services axée sur l'utilisateur dans la région du voisinage européen Sud: "Placer les utilisateurs, citoyens et entreprises, au coeur de l'action gouvernementale" (avec SIGMA)</b> 30 mars (13h-15h CET)	<b>Panel Ministériel de Haut-Niveau:</b> Concevoir une feuille de route pour la relance dans la région MENA
<b>Une économie post-COVID offrant des emplois décents</b> - Un éco-système pour l'émancipation économique des jeunes - De l'informalité à l'esprit d'entreprise, l'emploi et la résilience sociale	<b>Visions pour la Relance: Gouvernance numérique et État de Droit pour des services publics plus ouverts, accessibles et efficaces (avec le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte)</b> 31 mars (10h-12h CET)	<b>Clôture:</b> Voie à suivre et adoption de la déclaration ministérielle
	<b>Visions pour la Relance: Agir pour les plus vulnérables</b> 31 mars (14h-15h15 CET)	

## Règles de l'OCDE sur la protection des données personnelles, la sécurité et la confidentialité pour les conférences Zoom

L'OCDE traite les données personnelles conformément à ses règles de protection des données personnelles :

[Voir les règles de protection des données](#)

L'OCDE traite les données personnelles conformément à ses règles de protection des données personnelles :

- La préinscription, les mots de passe et les fonctions de "salle d'attente" sont activés pour empêcher tout accès non autorisé à la conférence.
- Format d'identité spécifique (pays, nom) pour les participants à distance afin de contrôler facilement chaque participant dans la salle d'attente avant de les admettre à la réunion.
- Seuls l'hôte (OCDE) ou les co-hôtes peuvent activer un enregistrement sur leurs ordinateurs locaux.
- Si la conférence est enregistrée, un avis apparaîtra à l'écran.
- Aucune discussion ne peut être enregistrée et aucune discussion privée n'est autorisée, sauf avec l'hôte ou les co-hôtes.
- Les participants entrent dans la conférence en mode silencieux et sans affichage vidéo, à moins qu'ils n'activent eux-mêmes ces fonctions.
- Évitez de discuter de questions très sensibles

**Ne partagez pas votre lien d'invitation personnel**

# AGENDA

## Visions pour la Relance in MENA



MENA-OECD  
Governance Programme  
Training Centre



SNA



OECD



Programme  
MENA - OCDE  
pour la Gouvernance

### Gouvernance numérique et État de droit pour des services publics plus ouverts, accessibles et efficaces

31 mars, 10h-12h (CEST)

Par Zoom - Veuillez vous inscrire [ICI](#)

*Une interprétation simultanée sera assurée en anglais, en français et en arabe.*

Modérateur : **M. Maurizio MENSI**, Directeur exécutif, Centre de formation de Caserte du Programme de Gouvernance MENA-OCDE

10h – 10h15

Allocutions d'ouverture

- **S.E. Mme Hasna BEN SLIMANE**, Ministre auprès du Chef du gouvernement tunisien chargée de la Fonction publique, et co-Présidente du Programme de Gouvernance MENA-OCDE
- **H.E. M. Renato BRUNETTA**, Ministre de l'Administration publique, Italie
- **M. Jeffrey SCHLAGENHAUF**, Secrétaire général adjoint, OCDE

10h15 – 11h15

Gouverner la conception et la prestation des services à l'ère du numérique

- **Vidéo-message principale: S.E. M. Hae-Cheol JEON**, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, co-Président du Groupe de travail MENA-OCDE sur le gouvernement ouvert et innovant, République de Corée
- **Mme Barbara UBALDI**, Chef de l'unité Gouvernement numérique et données ouvertes, OCDE

*Table ronde*

- **Eng. Mme Ghada LABIB**, Sous-ministre pour le Développement Institutionnel, Ministère des Communications et des Technologies de l'information, Égypte
- **S.E. M. l'Ambassadeur Christian BERGER**, Chef de la délégation de l'Union européenne en Égypte

**Continuez ci-dessous**



# AGENDA

## Visions pour la Relance in MENA

- **M. George ATTYEH**, Président de l'Inspection centrale, Liban
- **Mme Jessica MCEVOY**, Directrice adjointe pour UK et International, Service numérique du gouvernement, Royaume-Uni
- **M. Tahar HANINE**, Directeur Général des Services, région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Maroc

11h15 – 11h55

Vers un renforcement de l'État de droit par une transformation numérique de la justice

- **Vidéo-message: S.E. M. Arif VIRANI**, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général, Canada
- **Mme Tatyana TEPLOVA**, Chef de Division et Conseillère principale pour la justice, OCDE

### Table ronde

- **S.E. M. Mohamed SHALALDEH**, Ministre de la Justice, Autorité palestinienne
- **S.E. Mme Anabela PEDROSO**, Secrétaire d'État à la Justice du Portugal et co-Présidente du Groupe de travail MENA-OCDE sur la Réforme de la réglementation et l'État de droit
- **S.E. M. Mohamed BEN ABDELKADER**, Ministre de la Justice, Maroc
- **S.E. M. Abdulla AL MAJID**, Sous-secrétaire pour le Numérique et l'Innovation, Ministère de la Justice, Émirats arabes unis
- **Mme. Nataliya APOSTOLOVA**, Chef de EUPOL COPPS

11h55 – 12h

Session de clôture

- **S.E. M. l'Ambassadeur Antonio BERNARDINI**, Représentant permanent de l'Italie auprès de l'OCDE et co-Président du Programme de Gouvernance MENA-OCDE

# Le contexte

La pandémie de COVID-19 a mis au défi les gouvernements de savoir utiliser les technologies et les données numériques afin de répondre à la crise avec agilité, en garantissant la continuité et la réactivité des services publics. De la même manière, pendant cette crise, l'établissement de lois et règlements d'urgence est devenu la règle et le fonctionnement habituel de la justice et des services de protection a été mis à mal, soulevant plusieurs questions sur sa conformité avec les principes de l'État de droit.

Les gouvernements qui avaient investi dans une gouvernance numérique, des compétences et des leviers politiques sains, ont prouvé qu'ils étaient mieux capables de réagir rapidement et efficacement à la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, les gouvernements qui avaient déjà innové et investi en faveur de la transformation numérique de la justice ont été mieux en mesure de garantir l'accès pour tous aux services de la justice pendant la crise. La transformation numérique du système judiciaire, axée sur l'humain, peut contribuer à renforcer l'État de droit et l'accès des citoyens à la justice en améliorant la disponibilité du système. Elle améliore également sa réactivité et son efficacité qui sont des facteurs déterminants de croissance inclusive, de performance économique et de bien-être des citoyens.

Dans ce contexte, les gouvernements devraient passer en revue les leçons apprises et construire une base solide de gouvernance numérique pour mieux concevoir et fournir les services, notamment l'accès à la justice. Les gouvernements ont-ils la volonté et la capacité politique et administrative d'inculquer une culture qui donne la priorité aux gens, mais aussi de coordonner la conception et la prestation de services omni-canal homogènes ? Les secteurs publics disposent-ils des ressources et des outils nécessaires pour combler le fossé de l'inclusion numérique et répondre aux besoins des utilisateurs ? Les gouvernements sont-ils dotés des outils et des cadres leur permettant d'adopter une approche axée sur les personnes au sein du secteur judiciaire, – garantissant un accès égal pour tous à la justice et particulièrement pour les plus vulnérables –, mais aussi de respecter l'État de droit en temps de crise ?

Cette rencontre examinera comment les gouvernements peuvent mieux gouverner et utiliser les technologies et les données numériques afin d'offrir de meilleurs services, promouvoir une justice axée sur les citoyens et restaurer la confiance du public alors que se profile la sortie de crise du COVID-19.

## Publications pertinentes de l'OCDE

### Publications de l'OCDE sur le **GOVERNEMENT NUMÉRIQUE**

- OECD (2020), [The OECD Digital Government Policy Framework](#)
- OECD (2020), [Digital Government Index - 2019 results](#)
- OECD (2019), [OECD Open, Useful and Re-usable data \(OURdata\) Index](#)
- OECD (2018), [Digital Government Review of Morocco](#)
- OECD (2017), [Benchmarking Digital Government Strategies in MENA Countries](#)
- OECD (2014), [OECD Recommendation on Digital Government Strategies](#)

### Publications de l'OCDE sur l'**ACCÈS À LA JUSTICE**

- OECD (2020), **Access to justice and the COVID-19 pandemic** Brief ([Here](#))
- OECD (2019), **Equal Access to Justice for Inclusive Growth: Putting People at the Centre**, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/597f5b7f-en>.
- OECD/Open Society Foundations (2019), **Legal Needs Surveys and Access to Justice**, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/g2g9a36c-en>.



## L'OCDE

L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) est une organisation internationale au sein de laquelle les gouvernements s'efforcent de trouver des solutions aux problèmes mutuels, de développer des normes mondiales, de partager des expériences et d'identifier les bonnes pratiques visant à encourager des politiques meilleures pour une vie meilleure.

### **Le Programme de Gouvernance MENA-OCDE et son Centre de formation**

Le Programme de Gouvernance MENA-OCDE est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et les pays membres de l'OCDE. Son objectif est de partager connaissances et expertise afin de diffuser des normes et des principes de bonne gouvernance permettant de soutenir le processus de réformes en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement mises en place. En particulier, le Programme soutient la mise en œuvre du Partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'éligibilité pour devenir membre du Partenariat pour le gouvernement ouvert. Par le biais de ces initiatives, le Programme s'affirme comme l'un des principaux promoteurs de la gestion des réformes de gouvernance publique en cours dans la région MENA. Il fournit une structure durable permettant un dialogue politique régional et la réalisation de projets spécifiques aux pays. Ces projets traduisent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes du secteur public afin de libérer le développement social et économique, et répondre aux attentes croissantes des citoyens en termes de qualité de services, politiques inclusives et transparence.

Le Centre de formation de Caserte, hébergé par l'École nationale d'administration (ENA) italienne, aide le Programme à développer et réaliser au profit de fonctionnaires de la région MENA des activités de renforcement des capacités afin d'assurer l'efficacité et l'efficience du secteur public et une bonne gouvernance.

# Contacts

**Mr. Amr SOLIMAN**

*Policy Analyst, OECD*

Amr.SOLIMAN@oecd.org

Pour plus d'informations :

Suivez nous



@OECDGOV

Site du  
FORUM

FORUM

Site du  
MINISTÉRIELLE

MINISTÉRIELLE

Caserta Training  
CENTRE

SITE INTERNET

